

« Les municipalistes disposent désormais d'une vraie force d'expérimentation locale »

[GRAND ENTRETIEN 4/7] L'émergence de plus de 400 « listes citoyennes » et la conquête de 66 mairies dont plusieurs villes moyennes ravit les municipalistes, qui espèrent refonder la politique « par le bas. » Un objectif réaliste, estime la spécialiste de ce mouvement, Elisabeth Dau, s'ils parviennent à se connecter à d'autres organisations de la société civile.

Par **Gael Cerez** et **Adrien Disson** - 10 août 2020 - 9 minutes

Les responsables politiques sont de plus en plus nombreux à alerter sur la « crise démocratique » qui couvrirait en France. Pourtant, de Toulouse à Nantes en passant par Amiens, Chambéry, Castanet-Tolosan, Rezé ou Villeneuve d'Ascq, les dernières municipales ont certes été marquées par des records d'abstention, mais aussi l'[ouverture du jeu politique à de nouveaux habitants](https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/07/21/la-societe-civile-doit-sorganiser-pour-peser-sur-lagenda-municipal/) (<https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/07/21/la-societe-civile-doit-sorganiser-pour-peser-sur-lagenda-municipal/>).

Critiques du fonctionnement et surtout des dysfonctionnements de notre démocratie, ces citoyens misent sur le local pour transformer la société. Plus de 400 collectifs ont présenté des listes pour faire des collectivités des « incubateurs » du monde de demain. Elisabeth Dau, qui les a épaulé lors des élections municipales écoulées, compte leur apporter un appui théorique pour continuer à ouvrir le champ des possibles. Objectif : [redonner un peu de pouvoir aux habitants](https://www.mediacites.fr/interview/national/2018/07/03/municipales-2020-les-citoyens-peuvent-ils-reprendre-le-pouvoir/) (<https://www.mediacites.fr/interview/national/2018/07/03/municipales-2020-les-citoyens-peuvent-ils-reprendre-le-pouvoir/>), et tenter de ré-enchanter la vie publique locale, la vie publique tout court.

Les 408 « listes participatives et citoyennes » que [vous avez recensées](https://actioncommune.gogocarto.fr/annuaire#/carte/@44.78,9.76,6z?cat=all) (<https://actioncommune.gogocarto.fr/annuaire#/carte/@44.78,9.76,6z?cat=all>) – parmi lesquelles l'Archipel citoyen à Toulouse ou Nantes en commun – partageaient-elles un même tronc commun ?

Élisabeth Dau : Tout comme la protection de l'environnement a vite été concurrencé par le « greenwashing », certains candidats et partis politiques

ont utilisé et abusé du qualificatif « [liste citoyenne](#)

(<https://www.mediacites.fr/breve/toulouse/2020/02/12/a-toulouse-cachez-ce-parti-que-lon-ne-saurait-voir/>) » lors de ces élections. Ce qui différencie les listes véritablement « municipalistes » de tous ces ersatz mûs par une logique purement marketing, c'était la mise en cohérence entre leurs discours sur le renouveau démocratique et la pratique.

Justement, ces listes n'ont-elles pas passé trop de temps sur les enjeux techniques de gouvernance – des problématiques assez éloignées des principales attentes des électeurs...

Ces questions méthodologiques, comme le tirage au sort ou l'amélioration des processus de décision collective, peuvent sembler assez éloignées des préoccupations des habitants des quartiers populaires ou des villages périurbains mais elles sont pourtant fondamentales ! Y réfléchir en amont du scrutin permet de partir des besoins et des réalités des gens ordinaires et donc de faciliter, par la suite, la transition écologique comme sociale. Mais la porte d'entrée du municipalisme est, il est vrai, différente dans d'autres pays. En Espagne par exemple, ils se focalisent davantage sur les débats programmatiques et la transformation des politiques publiques.

Au-delà de leurs modes de fonctionnement, ces listes participatives se rejoignent-elles sur le plan des idées ?

Disons que ces mouvements étaient essentiellement portés par des citoyens se qualifiant de progressistes et d'humanistes, s'inscrivant majoritairement à gauche mais pas que. Mis à part les volets écologique et social fortement inspirés du « [Pacte pour la transition](#) (<https://www.pacte-transition.org/#>) », je n'ai pas identifié de mesure caractéristique propre aux listes participatives. Et pour cause : beaucoup ne disposaient pas forcément d'un programme ficelé dès le départ et envisageaient de construire leur feuille de route au fil de l'eau, en associant la population.

Ces listes n'étaient pas aussi homogènes que les commentateurs ont pu le dire. Certaines avaient une antériorité, quand d'autres se sont montées de façon très spontanée, quelques semaines seulement avant les élections. La politisation et le rapport aux partis politiques variaient également selon la taille des communes. Le clivage gauche-droite baisse d'intensité dans les villages ruraux. À Leucate, les membres de la liste participative ont, eux, insisté auprès de la préfecture pour être étiquetés « divers » et non être



/ DR

Élisabeth Dau, 39 ans, est la co-présidente de la plateforme **Action Commune** chargée de mettre en réseau les listes participatives entre elles. Elle dirige, depuis 2019, les recherches du programme « Municipalisme, Territoires et Transitions » auprès du **Mouvement Utopia** (Coopérative citoyenne d'éducation populaire) et de **CommonsPolis** (Think et do tank espagnol), organisations pour qui elle a développé entre autres le cours en ligne "**La commune est à nous!**"

Titulaire de masters en administration publique, droit et territoires (Grenoble-II), en droit européen et international des droits de l'Homme (Séville) ainsi que d'une licence en théorie et philosophie du droit (Montpellier), Elisabeth Dau a travaillé auparavant au ministère français des Affaires étrangères sur les questions de gouvernance démocratique.

• • •

catégorisés dans la case « divers gauche » qui ne reflétait pas ses différentes composantes.

Quel regard portez-vous sur Toulouse, tout près de devenir la plus grande ville française à tomber aux mains d'une liste participative ?

L'Archipel citoyen disposait d'une certaine maturité. Leur noyau-cœur avait commencé à préparer ce rendez-vous [il y a près de trois ans](https://www.mediacites.fr/enquete/toulouse/2018/05/08/des-citoyens-a-lassaut-du-capitole/) (<https://www.mediacites.fr/enquete/toulouse/2018/05/08/des-citoyens-a-lassaut-du-capitole/>). Précurseurs sur le processus de désignation, de tirage au sort ou encore le code éthique, ils ont fait figure de locomotive des listes participatives en France.

Très vite, l'Archipel s'est néanmoins retrouvé aux prises avec de nombreuses tensions propres au municipalisme, entre l'horizontalité et la verticalité, le local et le global, l'urgence et le temps long, le collectif et le leadership, etc. Autant de questionnements de fond qui ont pu provoquer quelques tensions avec les professionnels les ayant rejoints dans l'entre-deux tours... Ce [rapprochement avec les partis politiques](https://www.mediacites.fr/decryptage/toulouse/2019/11/12/municipales-2020-archipel-citoyen-en-plein-tangage/) (<https://www.mediacites.fr/decryptage/toulouse/2019/11/12/municipales-2020-archipel-citoyen-en-plein-tangage/>) en quête de places éligibles a pu être perçu par certains comme une atteinte à la « pureté » de ce mouvement citoyen, tout comme le choix de laisser **Antoine Maurice (EELV)** incarner seul le mouvement. La violence de la campagne avec les [nombreux dénigrement](https://www.mediacites.fr/breve/toulouse/2020/06/26/toulouse-un-employe-du-groupe-municipal-majoritaire-mis-a-pied-apres-des-propos-homophobes/)s (<https://www.mediacites.fr/breve/toulouse/2020/06/26/toulouse-un-employe-du-groupe-municipal-majoritaire-mis-a-pied-apres-des-propos-homophobes/>) subis par leur tête-de-liste n'a pas dû les aider, non plus. Leur adversaire (Jean-Luc Moudenc, NDLR) leur a aussi reproché leur positionnement politique, oubliant toutefois que des postures idéologiques, tout le monde en a, y compris au niveau local !

Existait-il un modèle gagnant, qui aurait pu assurer la victoire à l'Archipel Citoyen ?

À défaut de connaître les conditions de la réussite, nous tenterons de trouver la recette de l'échec dans les prochaines semaines en analysant les ressorts des 342 défaites enregistrées par des listes participatives. N'oublions pas que ces mouvements citoyens partaient de zéro, et que ces élections resteront au pire comme un moment d'apprentissage. Reste à

Leadership et alliances

L'Archipel citoyen a fait le choix de se doter d'un leader, à l'issue d'intenses tractations en **novembre 2019**, pour ne pas tourner le dos aux partis politiques de gauche. Une stratégie qui n'avait rien d'évidente aux yeux d'autres

savoir si la réussite démocratique se mesure à la gagne électorale ou au changement culturel provoqué localement ?

D'une certaine manière, je me réjouis de la défaite de l'Archipel citoyen ! Le fait de ne pas être happé par la gestion de la ville ni de la métropole de Toulouse laissera du temps à l'équipe pour renforcer son ancrage. Les municipalistes doivent se rapprocher d'autres organisations de la société civile dans les six ans qui viennent, animer des foyers de débats et bâtir des alliances (<https://www.mediaticites.fr/interview/national/2020/07/21/la-societe-civile-doit-organiser-pour-peser-sur-lagenda-municipal/>) selon la stratégie du « un pied dans les institutions, mille pied dehors. »

listes participatives, fait remarquer Elisabeth Dau. « Près de Bordeaux, le collectif citoyen qui a ravi la mairie de Saint-Médard-en-Jalles a largement communiqué sur le groupe, leur volonté de faire tomber la figure du chef guidant ses moutons. Les confluences politiques sont mieux vues en Espagne qu'en France. Cette méfiance réciproque entre les partis politiques et les citoyens est difficile à combler.»

« Nous avons été surpris par cette émulation citoyenne battant en brèche la professionnalisation de la vie politique »

Avec seulement 16 % de victoires, les municipalistes n'ont-ils pas raté leur pari ?

Non, très honnêtement ! Chez Action Commune (<https://actioncommune.gogocarto.fr/annuaire#/carte/@48.11,1.14,5z?cat=all>), nous avons été surpris par cette émulation citoyenne battant en brèche la professionnalisation de la vie politique locale, ce tourbillon participatif œuvrant à contre-courant des partis et des médias dominants (<https://www.mediaticites.fr/la-fabrique/national/2020/06/18/municipales-2020-a-quand-le-deconfinement-des-medias/>) qui sont, d'une certaine manière, une force politique.

Les records d'abstention enregistrés en 2020 nous obligent à rester humbles et modestes, bien sûr. Comme la « vague verte », le municipalisme reste un courant minoritaire. Il n'empêche : on est passé d'une poignée de

villages comme Saillans ou Trémargat lors des municipales 2014 à 66 conquêtes électorales aujourd'hui, dans des villes d'importance comme Poitiers, Rezé, Chambéry ou Annecy, dans un contexte où 86% des exécutifs locaux ont été reconduits dès le premier tour qui plus est. Avec 1 324 conseillers municipaux majoritaires et 638 conseillers d'opposition, nous disposons aujourd'hui d'une vraie force d'expérimentation locale. Difficile de dire qu'il s'agit là d'un échec !

Cette nouvelle manière de « faire de la politique » a-t-elle permis, localement, de faire émerger un débat public de qualité ?

La culture du débat portée par les membres des listes participatives, qui tenaient à confronter leurs idées dans le but de résoudre les problèmes des habitants, s'est souvent heurtée à la stratégie de leurs concurrents, guidés par la seule volonté de conserver leurs places. Les campagnes électorales ne sont pas les périodes les plus propices pour essayer de faire de la politique locale quelque chose de noble...

Tout l'enjeu des nouvelles équipes municipales va consister désormais à faire vivre une forme de **démocratie permanente** et structurer des débats de qualité. Lors du mandat précédent, il avait par exemple fallu 13 mois au maire de Kingersheim (Haut-Rhin) pour dépasser les clivages entre parents d'élèves et agents de l'Éducation nationale, faire naître un dialogue apaisé et constructif, et mûrir la politique locale sur les rythmes scolaires...

L'émergence des listes participatives et de collectifs citoyens va-t-elle faire évoluer les mentalités politiques ?

À vrai dire, bon nombre de ces expérimentations – je songe notamment à « l'élection sans candidat » qui a conduit au choix par consentement du **[nouveau maire de Vaour \(Tarn\)](https://www.ladepeche.fr/2020/07/13/la-liste-citoyenne-elue-8977071.php)** – sont encore regardées comme des ovnis démocratiques. Je ne sens pas d'envie particulière chez le personnel politique en place de faire sienne ces pratiques. La majorité des listes participatives victorieuses l'ont été grâce à des fusions avec des partis classiques. Un certain nombre de lignes rouges, des contrats de coopération, des mécanismes de contre-pouvoirs ont pu être négociés à cette occasion. Il faudra voir dans la durée ce que produit cette hybridation

sur le comportement des élus et leurs manières d'exercer le pouvoir, leurs liens avec l'administration, la relation aux habitants, etc.

Nous aurions torts, cependant, d'enterrer trop rapidement les partis, qui restent des valeurs refuge dans l'incertitude ambiante ! Sans compter qu'il y a des forces de changement qui travaillent à l'intérieur du système politique. Cela va prendre du temps pour que ces tentatives de transformer notre culture démocratique infuse, au local comme au national, mais des choses commencent à bouger. J'étais dubitative sur la Convention citoyenne sur le climat, mais elle a finalement créé un signal inespéré de nécessaire mise à jour du système démocratique dans le contexte actuel.

Dans ce contexte de défiance vis-à-vis de la politique institutionnelle, quels éléments vous laissent croire à une possible réconciliation entre les citoyens et leurs élus ?

Le temps du Covid-19 a été propice au rapprochement entre diverses forces politiques, économiques, sociales et syndicales de gauche au niveau national. Leurs cadres ont investi plusieurs faisceaux et canaux de discussions, comme [Arc-en-Ciel](https://www.liberation.fr/france/2020/05/01/l-union-des-gauches-tourne-en-boucles_1787103) (https://www.liberation.fr/france/2020/05/01/l-union-des-gauches-tourne-en-boucles_1787103), le [Big bang démocratique](https://www.nouvelobs.com/politique/20190630.OBS15167/clementine-autain-lance-son-big-bang-il-n-y-a-pas-de-caporalisation-possible.html) (<https://www.nouvelobs.com/politique/20190630.OBS15167/clementine-autain-lance-son-big-bang-il-n-y-a-pas-de-caporalisation-possible.html>) ou le [Conseil national de la nouvelle résistance](http://www.cnr.fr/) (<http://www.cnr.fr/>). Ils réfléchissent sur l'après-crise, tentent de dépasser leurs différends et envisagent la construction d'un projet de société commun, dans la perspective de la présidentielle 2022 notamment. Aussi intéressante et novatrice cette dynamique soit-elle, je resterai néanmoins prudente sur le fait qu'elle puisse déboucher sur une vraie respiration démocratique...

Un préalable, me semble-t-il, pour essayer de reconstruire cette confiance un peu perdue entre les citoyens et le politique serait de décentraliser toutes ces discussions. Les « stars » politiques, syndicales ou associatives devront rompre avec le parisianisme ambiant et ne plus avoir peur de se confronter aux gens et en particulier les abstentionnistes. Le contexte politique reste, en outre, extrêmement fragile : il suffirait d'un reconfinement pour nous faire replonger dans une forme d'isolement et d'impuissance collective, à mille lieues de la « rentrée sociale » que certains nous annoncent déjà aujourd'hui.

Animation ou élection ?

L'engagement politique ne passe pas forcément pas les élections. A Barjols, dans le Var, un collectif citoyen a préféré se constituer en **structure d'animation de la démocratie locale** plutôt qu'ajouter sa candidature aux quatre autres listes en lice. « Après avoir planché sur un "programme des habitants", ces garants du débat public local ont organisé des discussions contradictoires, sur la base de ces mesures, entre les différents candidats aux municipales. Ils leur ont ainsi permis de nouer des dialogues constructifs, utiles pour aider les électeurs à faire leurs propres choix » raconte Elisabeth Dau.



Comment ces partis politiques, syndicats et autres ONG peuvent-ils sortir des négociations d'appareils et se reconnecter avec la société civile, sur le terrain ?

Élus majoritaires ou minoritaires issus des listes participatives, colistiers non-éligibles, soutiens, électeurs, animateurs des 2 500 groupes locaux du « [Pacte pour la transition](https://www.pacte-transition.org/#communiquer?preview=poi.5de7cb0d69086484548b4731) (https://www.pacte-transition.org/#communiquer?preview=poi.5de7cb0d69086484548b4731) », entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire, bénévoles associatifs, volontaires en service civique, etc : nous sommes de plus en plus nombreux à nous investir à l'échelon local. Nos engagements ne se résument pas à prendre une carte et tracter pour un parti deux mois avant les élections ! Nous avons tous en commun le souhait d'agir et décider collectivement du futur que nous souhaitons pour nous et nos enfants.

D'un point de vue quantitatif, nous sommes encore largement minoritaires, mais nous comptons bien construire des synergies, améliorer notre maillage territorial, entretenir cette petite étincelle pour durer et nous installer dans le temps. Localement, nos élus ouvriront des espaces d'expression afin d'entendre les préoccupations exprimées de nos concitoyens qui ne s'expriment plus et se sont détournées de la politique.

« Le volet démocratique des lois de décentralisation étant complètement vide, les élus locaux ont pu recréer des sphères de pouvoir opaques »

Mais pourquoi pensez-vous que l'herbe serait à ce point plus verte au niveau local ?

La proximité a cela d'intéressant qu'elle permet de repartir des soucis du quotidien. Les citoyens sont las des incantations de nos élites politiques,

qui ne trouvent pas toujours de traduction en politiques publiques et n'ont, dès lors, qu'un impact très relatif sur l'amélioration de leurs conditions de vies. À nous de construire des alliances d'actions très concrètes, avec des syndicats sur la remunicipalisation de certains services publics, des associations de locataires concernant la lutte contre Airbnb, etc. Je songe également à l'initiative sur le [droit à la ville](http://agendadretalaciatat.cat/fr/) (<http://agendadretalaciatat.cat/fr/>) à Lyon et Grenoble.

Le local est un levier stratégique pour offrir des débouchés utiles aux saines colères de nos concitoyens, pour les accompagner à dépasser le stade de la résignation et agir sur les causes de leurs problèmes. Pour autant, le localisme n'est pas une fin en soi ! La territorialisation des luttes ne doit surtout pas nous interdire de replacer leurs préoccupations dans une ambition transformatrice plus large et d'influer à d'autres échelles, régionale, nationale et européenne. D'où l'intérêt de nous connecter entre structures et organisations de la société civile engagées et créer ce « réseau du changement. » C'est ce à quoi nous nous attellerons avec le mouvement Utopia, Commonpolis et Action commune.

En attendant, rien n'empêche les élites politiques locales de continuer à vouloir décider de tout, en solitaire...

Il est temps d'en finir avec cette figure de l'homme providentiel, cette culture du présidentielisme encore très présente à la tête de nos institutions, à l'échelon national comme chez les maires et présidents d'agglomération ou de métropoles. Déjà guère tenables lorsque les citoyens s'exprimaient une fois tous les six ans sur les affaires locales, ces pratiques devraient être abandonnées maintenant que plus de la moitié des électeurs ne se donnent plus la peine d'y participer...

Il faut réensemencer la démocratie représentative pour impliquer à nouveau les gens dans le jeu politique. Il n'y a pas d'autres alternatives si nous voulons relever les défis contemporains qui se posent à nous, comme la transition écologique, la relocalisation de l'économie ou la lutte contre les inégalités. La région Occitanie comme la ville de Grenoble envisageraient à ce titre de mettre sur pied des « Conventions citoyennes » locales, sur le modèle de la récente Convention citoyenne pour le Climat. Je ne crois pas que le Grand Soir soit pour demain, bien sûr, mais c'est très

bien que des voies s'ouvrent pour que l'espace public retrouve sa fonction d'agora en quelque sorte.

Le premier ministre Jean Castex a annoncé vouloir renforcer les pouvoirs des « territoires ». Ne faudrait-il pas accompagner cette vague supplémentaire de décentralisation d'une réforme de la démocratie locale ?

Nous avons besoin des deux à la fois ! Je suis archi-convaincue du bien-fondé et de la nécessité de la décentralisation. Malheureusement, le cadre institutionnel français a laissé trop de libertés aux élus locaux qui ont pu s'auto-organiser. Le volet démocratique des lois de décentralisation étant complètement vide, ils ont pu recréer des sphères de pouvoir opaques à l'échelon local, sans même avoir à associer les forces vives et les corps intermédiaires de leurs territoires ni les citoyens aux processus de décision...

Des perspectives d'alliance se font jour, actuellement, pour que cet éventuel sursaut de décentralisation s'accompagne bien d'une redistribution du pouvoir à la société civile. Vous comprenez bien que ce chantier ne peut être abandonné aux seules associations d'élus locaux... De par leurs expertises, plusieurs grands élus ayant mis un terme à leurs carrières comme [Claudy Lebreton](https://www.democratieouverte.org/pour-une-societe-de-lengagement/) et [Jo Spiegel](https://www.democratieouverte.org/les-citoyens-acteurs-de-la-decision-a-kingersheim-jo-spiegel/) pourraient être porteurs d'un certain nombre d'innovations démocratiques. Mais, pour essayer de faire bouger les lignes, il nous faut d'abord parvenir à créer du débat public sur ces questions de décentralisation qui, avouons-le, ne sont pas sexy. Je n'y ai pas encore renoncé, j'y crois encore.

Découvrez les autres grands entretiens de l'été sur Mediacités

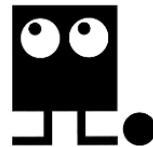
Cette interview fait partie d'une série d'entretiens réalisés autour du thème ["Le changement, c'est par le bas"](https://www.mediacites.fr/dossier/le-changement-cest-par-le-bas/).

1 – [«La société civile doit s'organiser pour peser sur l'agenda municipal»](https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/07/21/la-societe-civile-doit-sorganiser-pour-peser-sur-lagenda-municipal) (<https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/07/21/la-societe-civile-doit-sorganiser-pour-peser-sur-lagenda-municipal/>)(Guillaume Gourgues, chercheur en sciences politiques).

2 – [« On ne gagnera jamais la bataille du logement sans travailler à l'échelle locale »](https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/07/28/on-ne-gagnera-jamais-la-bataille-du-logement-sans-travailler-a-lechelle-locale) (<https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/07/28/on-ne-gagnera-jamais-la-bataille-du-logement-sans-travailler-a-lechelle-locale/>) (Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre)

3 – [« Une politique pour le climat ne peut pas se limiter aux pistes cyclables et aux transports en commun »](https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/08/03/une-politique-pour-le-climat-ne-peut-pas-se-limiter-aux-pistes-cyclables-et-aux-transport-en-commun) (<https://www.mediacites.fr/interview/national/2020/08/03/une-politique-pour-le-climat-ne-peut-pas-se-limiter-aux-pistes-cyclables-et-aux-transport-en-commun/>) (Zoé Lavocat, responsable Territoires au sein du Réseau Action Climat)

Si vous souhaitez nous adresser des documents en passant par une plateforme sécurisée et anonymisée, rendez-vous sur pals.mediacites.fr (<https://pals.mediacites.fr>)



VOIR TOUS LES ARTICLES > ([HTTPS://WWW.MEDIACITES.FR/](https://www.mediacites.fr/))



Vous avez une question sur les élections ?

(<https://www.mediacites.fr/veracites-vos-questions-municipales/>)



Manifeste pour une démocratie locale réelle

(<https://www.mediacites.fr/manifeste-25-propositions-municipales-2020/>)



Les Municipales 2020 en 15 questions

(<https://www.mediacites.fr/la-faq-des-elections-municipales/>)

Tous les articles de Mediacité,
chaque semaine dans votre boîte e-mail

[Je m'abonne](#)

par [Gael Cerez](#) et [Adrien Disson](#)

